

La question nationale et les mutations du capitalisme

Jérôme Maucourant, Bruno Tinel

▶ **To cite this version:**

Jérôme Maucourant, Bruno Tinel. La question nationale et les mutations du capitalisme. Utopie critique, 2005, 33, pp.71-86. halshs-00138332

HAL Id: halshs-00138332
https://shs.hal.science/halshs-00138332

Submitted on 10 May 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MAUCOURANT, Jérôme et Bruno TINEL (2005). *Utopie critique (ISSN 1247-8989).* N° 33. « La question nationale et les mutations du capitalisme ».

La question nationale et les mutations du capitalisme[1]

Jérôme MAUCOURANT et Bruno TINEL
Triangle[2], Matisse[3]

Les défenseurs de la mondialisation, quelles qu'en soient ses formes, affirment fréquemment l'universalité heureuse ou la transhistoricité évidente du capitalisme. Si ces affirmations semblent parfois s'opposer, ce n'est qu'en apparence. La quête incertaine des incarnations du Capital dans l'Histoire doit être critiquée, ce que nous ferons. Mais, il est surtout fondamental d'examiner les pensées critiques de la mondialisation. Selon celles-ci, les processus économiques actuels seraient tellement inédits que les diverses formes de l'économie politique nous seraient, en général, de peu d'aide pour comprendre le réel. Ce défi nous est d'abord venu du côté des chantres de la « Netéconomie » et de la mondialisation heureuse. Ensuite, sur un autre bord politique, celui-ci a été reformulé sous des formes plus sérieuses : l'interprétation de la notion marxienne de « *general intellect* » joue un certain rôle dans cette affaire. Deux discours dominants ont donc émergé, rejetant dans les oubliettes étatistes ceux qui éprouveraient quelques doutes.

Ces argumentations contradictoires ne sont guère convaincantes. L'oubli des processus politiques en est sûrement l'une des causes. Nous nous attacherons à comprendre les raisons de ces représentations de l'économie qui font l'impasse sur le phénomène de l'hégémonie. En dehors même de toute posture dénonciatrice, la position hégémonique des Etats-Unis est un fait. Polanyi avait parfaitement compris que l'hégémonie britannique et américaine fut rendue possible par le consentement de nombreuses nations (Maucourant, 2001a). Ces deux nations semblent d'ailleurs encore les hérauts d'un mode d'accession à l'universel et au bien-être. Plus précisément, le déficit de légitimité du Capital et sa crise de rentabilité ont propulsé la politique américaine à l'échelle du monde comme jamais. L'idée séduisante selon laquelle la technique aurait déterminé les choix essentiels qui se posent à nous est aussi dangereuse qu'erronée. En aucune façon, les évolutions techniques ne nous ont libérés de notre doux fardeau d'animal politique, et c'est heureux !

Trois convictions qui nous animent sont à la source d'un écart relativement aux orthodoxies mondialistes et antimondialistes (ou « altermondialistes ») : il est de bonne méthode d'abstraire l'histoire de toute téléologie, comme nous l'a enseigné

[1] Nous remercions Alain Guéry pour la lecture qu'il fit de notre texte.
[2] maucourant.jerome@wanadoo.fr
[3] btinel@univ-paris1.fr

Veblen[4] ; il est nécessaire de refuser avec Marx la naturalisation des processus sociaux ; et enfin, il est utile de pointer dans certaines transformations historiques le poids des utopies, comme l'a montré Polanyi.

C'est donc par une économie politique *dans* l'histoire que nous voulons mettre en lumière une *périodisation* du processus capitaliste (partie I) après avoir suggéré la *contingence* de celui-ci. Ainsi, seront mises en évidence les dynamiques politiques et économiques qui structurent la transnationalisation du Capital (partie II) ; la question du sens actuel des autonomies nationales sera enfin évoquée. Avant cela, s'impose un point de méthode.

En Histoire plus qu'ailleurs, le jeu de la contingence doit être reconnu. En effet, une façon subtile d'invoquer l'éternité du capitalisme consiste à faire l'hypothèse de son existence « *en puissance* ». Dans le domaine des études historiques, Braudel (1979, p. 538) écrit « qu'un *capitalisme en puissance s'esquisse dès l'aube de la grande histoire, se développe et se perpétue des siècles durant* ». Pour Braudel, à « l'économie de marché », règne millénaire des petits producteurs échangeant dans la transparence, s'opposerait le « capitalisme », empire des monopoles en collusion avec les forces politiques. Contre les pouvoirs monopolistes, Braudel et ses émules soutiennent ainsi que le « marché » aurait un caractère démocratique. Cette affirmation est sujette à caution. Par exemple, elle minore implicitement l'institution des marchés d'Ancien Régime par des pouvoirs seigneuriaux et royaux, ce qui devrait mettre en doute le caractère transparent et spontané de l'échange marchand. S'agissant de *« l'aube de la grande histoire »*, le caractère capitaliste des institutions ou des organisations est illusoire car il relève de la projection rétrospective (Maucourant, 1996). Contre l'illusion d'un capitalisme virtuel qui menace de s'actualiser à tout moment, il faudrait en revenir à quelque prudence et redonner à l'histoire tout le jeu de la contingence, sans céder à l'idée que les nécessités seules, et encore moins une téléologie, font l'histoire.

Quant aux économistes, souvent nourris par la lecture de Popper, ne devraient-ils pas se défier de toute forme d'historicisme ? De fait, ils s'essaient ou s'associent à des philosophies appliquées à l'histoire pour montrer que le capitalisme est la fin heureuse de l'histoire. Le cas de D. North, « Nobel » en économie, est éclairant. Par exemple, cet auteur assimile la révolution néolithique à une révolution des « *droits de propriété »*, comme si la propriété était d'emblée cette institution qui, au contraire, a mis si longtemps à éclore dans la civilisation. Il n'est pas recevable d'élaborer un récit sur les débuts de l'aventure humaine en supposant que celle-ci est tout entière contenue dans sa fin[5] ! Les outils de North et bien d'autres, qui devraient permettre à l'économiste de « *voyager dans le temps* »[6], sont des notions façonnées pour justifier le capitalisme contemporain et ses miracles : ces notions sont ainsi discutables.

Il est donc inquiétant que les économistes hétérodoxes adoptent les mots et la syntaxe du courant dominant.[7] Nombreux sont les discours dits « hétérodoxes »

[4] Plus généralement, nous inscrivons notre démarche dans un héritage que l'on doit à la pensée dissidente américaine, dite « institutionnaliste » : on pense ici à Mitchell (Maucourant, 1998) ou à Commons (Maucourant, 2001b).

[5] Cf. Maucourant (1997).

[6] Pour reprendre une expression de Pierre Dockès (1998).

[7] On pourra de la même façon contraster ceux des économistes hétérodoxes, comme Y. Moulier-Boutang (1998) ou P. Dockès, qui pensent pouvoir *englober* les coûts de transaction et autres innovations théoriques dans un «*nouveau paradigme* », avec ceux qui comme R. Herrera et C. Vercellone (2001) ne pensent pas que ceci soit possible, voire souhaitable.

structurés par l'invocation des « droits de propriété » et des « coûts de transaction »[8]. De plus, la vérité de l'économie n'est pas toujours dans l'économie : selon la sociologie économique, qu'incarne pour une part M. Granovetter (1985), l'économie des coûts de transaction manque même de concevoir ce qui est essentiel aux liens économiques, c'est-à-dire les réseaux sociaux. Ne faut-il pas plutôt admettre que les processus historiques résultent davantage de phénomènes de *constitution* de faits sociaux, où le hasard et la nécessité ont leur place, qu'à des *incarnations* mystérieuses où une entité « en puissance » se révèlerait à nous *en acte* ?

A. Caillé soutient ainsi que l'économie de marché existe « *en puissance* », ce qui serait une bonne nouvelle car le marché serait historiquement et logiquement lié à la démocratie (Caillé, 1998, p. 141-143). Cet auteur affirme l'universalité du marché dont l'actualisation serait simplement contingente à divers effets de contextes sociaux. Notons d'abord une circularité rhétorique mise en évidence par F. Neyrat[9] : la condition de possibilité du marché est la démocratie politique… dont la condition est le marché ! Mais surtout, s'il ne manque que l'étincelle de l'événement pour qu'advienne la réalité du Marché, notre capitalisme mondialisé ne serait-il pas l'expression même d'une *nature* des choses ? A. Caillé va jusqu'à écrire qu'il n'est pas souhaitable de « *brider le marché de l'intérieur en taxant les prix ou en multipliant les contraintes administratives* » (p. 145). Il conviendrait d'agir de l'*extérieur* du marché par l'imposition d'un revenu inconditionnel. Outre que cette distinction intérieur/extérieur repose sur des fondements conceptuels incertains, la puissance supposée du marché est problématique. Les formes aussi paradoxales que subtiles de la naturalisation des faits sociaux sont à rejeter. Les hypothèses d'entités *en puissance* attendant le moment de leur actualisation ne sont pas acceptables précisément parce qu'elles reviennent à naturaliser ces entités. Replacer la dynamique du capitalisme dans un schéma interprétatif fondé sur la périodisation rend ainsi possible de suggérer plusieurs voies, contre les slogans selon lesquels une seule politique économique serait possible dans le cadre de la dite « mondialisation ».

I - Périodes du développement capitaliste

La mise en évidence de périodes du développement capitaliste ne signifie pas que les structurations d'une période disparaissent entièrement dans les périodes suivantes. Telle est notre première hypothèse. Nous nous attarderons ici

[8] Ainsi, la théorie dite néo-institutionnelle de l'entreprise, due à Williamson, considère que « l'économie », qui n'est rien d'autre pour lui que le *seul* système économique capitaliste, se compose de « marchés » et de « hiérarchies » selon des arbitrages subtiles et efficients. La nécessaire critique de cette approche a été développée en France par Gabrié et Jacquier (1994). Marglin (1973) considère au contraire que l'organisation hiérarchique du travail ne répond pas à un besoin d'efficacité économique mais à la volonté de « diviser pour régner ». Ce texte est une sorte de réfutation *ex ante* des thèses de Williamson (cf. Tinel (2004)). Certes, celui-ci (Williamson, 1985, p. 277) veut réfuter les arguments de Marglin, en s'opposant plus généralement aux économistes « radicaux » américains, comme Bowles et Gintis. Pour Williamson en effet, le pouvoir comme concept, « *possède une définition si pauvre qu'il peut être évoqué pour expliquer pratiquement n'importe quoi* » (p. 282). Pourtant, très souvent l'utilisation du concept de « *coûts de transaction* », si changeante selon les auteurs, est bien plus problématique que la référence au "pouvoir". Sur cette opposition entre radicaux et courant néoinstitutionnaliste, cf. Tinel (2002).

[9] durant le colloque « Le Capital sans limite », Lyon, Centre Walras, le 14 décembre, 2002.

sur l'aspect culturel de ce capitalisme en ce qu'il produit des effets instituant la réalité. Nous voulons ainsi montrer le rôle structurant des représentations dans la fabrique de la société pour l'avènement du capitalisme libéral du XIX^{e} siècle, en soulignant les logiques politiques qui donnent une cohérence à son système économique.

Les développements suivants privilégient les nations européennes et leur imaginaire, dont nous ne sommes pas sortis pour le meilleur et pour le pire. La substance de cet imaginaire, devenu une idéologie, peut être narré comme suit. Les Occidentaux se représentent comme les vrais Modernes, ceux qui ont enfin construit une société dite « complexe »[10] où se seraient autonomisés les rapports économiques, politiques, culturels et moraux dans des domaines ou institutions distinctes de la vie sociale. Le marché est considéré comme l'instrument naturel de cette différenciation des sphères de la vie sociale dans la mesure où son libre jeu ne supporterait pas d'immixtions structurelles des autres sphères. Le jeu du marché reflèterait l'émergence de l'Individu Souverain qui gommerait l'institution politique de la communauté sociale. La liberté du marché ne serait que le reflet de l'autonomie de l'Individu. Dans ce cadre de pensée, la question sociale pourrait être résolue par l'émergence spontanée de nouveaux marchés : il suffirait pour cela de briser les vieilles contraintes qui empêchent la venue de l'Individu Libre sur le Marché. Ainsi, ces Modernes, *volens nolens* subordonnent les mondes juridique, politique et culturel à la représentation d'un Grand Marché autorégulateur. Pourtant, c'est par la violence que l'Etat libéral accouche des marchés libérateurs. Si l'Etat hégémonique est anglais, les bourgeoisies sont volontiers anglophiles ; si l'Etat hégémonique américain semble menacé, les Modernes se déclareront américains. Dans toute cette confusion, la main visible du pouvoir d'Etat est occultée au profit de la supposée main invisible du Marché, lequel a semblé naturellement anglais puis américain.

A - La « nouvelle économie » du XIX^{ème} siècle

L'industrialisme et l'existence d'une société où le commerce est déjà développé posent la condition de l'émergence du capitalisme. Le travail est transformé en marchandise fictive par l'interventionnisme libéral. La réalité de l'institution imaginaire de la société met en défaut les dogmes libéraux : c'est en effet cette main très visible de l'Etat ou de sa justice, à qui l'on fait appel pour faire toute sa place aux « droits » des seigneurs ou des possédants. Ensuite, de telles interventions sont présentées comme une « modernisation ». Le monde du XIX^{eme} siècle, surtout au Royaume-Uni, est ainsi le théâtre d'une expérience singulière dans l'histoire, ce dont les contemporains ont conscience. J. Stanfield (1986, p. 104-105) cite à cet effet W. Bagehot (1895) et J. E. Cairnes (1870) qui rappellent explicitement le triomphe des pratiques issues de la théorie libérale sur le vieil état des choses (situé au XVIII^{eme} siècle), cependant que Nassau Senior, un peu avant, en 1851, s'extasie : « *Nous sommes dirigés par les philosophes et les économistes* »[11]. Cette phrase, en forme d'aveu, souligne un trait occulté du

[10] Une déclinaison contemporaine de cet imaginaire, parmi tant d'autres, concerne les théories économiques elles-mêmes : Hoang-Ngoc & Tinel (2003) montrent comment une partie de l'hétérodoxie s'adonne depuis une vingtaine d'années à un véritable culte de la complexité.
[11] Cité par Stanfield (1986).

libéralisme. Celui-ci apparaît beaucoup plus idéologique, dogmatique et interventionniste que l'on ne le prétend de coutume.[12]

Une fois le capitalisme établi, l'interventionnisme libéral se fait moins pressant, il se cantonne dans des actions visant à le *maintenir*. Ceci relativise ainsi le prétendu « non-interventionnisme » libéral : « *le tenant de l'économie libérale peut donc* (…) *faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour instaurer les conditions préalables à un marché autorégulateur* » (Polanyi (1944, p. 201)). Ainsi, l'Etat libéral ne crée pas la "liberté naturelle" chère à Adam Smith, mais il l'institue par toutes formes de violences et l'organise. Polanyi s'inscrit clairement dans une problématique qui va de Marx à Weber (1923, p. 298), lequel qualifie de « formellement libres » les travailleurs de la société capitaliste moderne car ils sont « *en fait contraints par l'aiguillon de la faim* ». Mais, l'imaginaire libéral ne peut que se heurter au réel et en appeler, pour ce qui est de la pratique, à la capacité instituante de cette entité par lui-même décriée : l'Etat. Dans un premier temps, la mise en œuvre des normes libérales nécessite un lourd appareil réglementaire. Mais, dans un second temps, de façon non prévue, *spontanément,* le « protectionnisme social » émerge des couches les plus profondes de la société, ce qui rend pour un temps le capitalisme tolérable. C'est pourquoi Polanyi peut écrire cette phrase qui étonne tant de libéraux : « *Le laissez faire était planifié, la planification ne l'a pas été* » (en français dans le texte) (Polanyi, 1944, p. 191)[13]. Des formes nouvelles d'autoprotections de la société, pouvant prendre la forme de compromis collectifs sanctionnés par l'Etat, rendent, pour un moment, le capitalisme tolérable et assurent paradoxalement, pour un temps, sa viabilité dans un espace donné. On peut résumer ceci par la référence au « *double mouvement »* (*ibid.*, p. 112) : quand le libéralisme en acte se heurte au réel, quand le travail, la terre et la monnaie résistent à la fiction selon laquelle ceux-ci seraient des marchandises, alors curieusement l'autorité de l'Etat est d'abord sollicitée !

On comprend que le capitalisme soit condamné à une dilatation continue de son espace, de façon extensive puis intensive : la saturation de celui-ci l'annihilerait sous le poids des interventions sociales de tous ordres qui sont sa paradoxale condition de possibilité. Ces contre-mouvements ont gêné peu à peu la capacité régulatrice du Grand Marché au XIX^{eme} siècle. C'est bien ce stigmate en forme de souvenir malheureux qui heurte les consciences libérales modernes en faveur de la mondialisation heureuse. Pour ce qui est de la fin du XIX^{eme} siècle, « *les droits de*

[12] Ce n'est donc pas un hasard si Hayek (1988, p. 206, cité par Vivel, 1999, p. 146) revendique l'urgence du combat idéologique : « *Si l'idéal de l'Etat de Droit est fermement enraciné dans l'opinion publique, la législation et la juridiction tendraient à s'en rapprocher de plus en plus. Mais si on représente cet idéal comme irréalisable, voire indésirable, et que le peuple cesse d'en réclamer le respect, il disparaîtra bientôt* ». Il est toutefois évident que cette invocation de l'idéologie contredit l'évolutionnisme patent de la pensée de Hayek ! Une contradiction du même ordre a traversé le marxisme. Pourquoi, en effet, lutter pour la révolution puisque la théorie prédit son arrivée pour des raisons qui ne dépendent pas de notre volonté ? Nous ne faisons évoquer que la célèbre justification du réformisme dans le marxisme.

[13] Polanyi (1944) note que les expressions du protectionnisme sont diverses et n'émanent pas nécessairement de l'initiative des groupes immédiatement concernés, comme le prouve, en 1847, en Angleterre, la limitation à dix heures de la journée de travail, œuvre de « *réactionnaires éclairés »* (p. 224). À partir de 1870, l'Europe continentale elle-même est touchée par un « *mouvement protectionniste général »* qui se traduit, notamment, par des « *lois sur les fabriques, les assurances sociales* (…) *les services médicaux, les services publics* » (p. 195). *Nota Bene :* le mot de « protectionnisme » utilisé dans la traduction peut sembler curieux. Mais, dans l'édition anglaise, et ce n'est pas un hasard, Polanyi use bien du mot « *protectionism* » pour désigner ce phénomène.

douanes (…) *les cartels et trusts, les embargos sur l'immigration* (…) *sont autant de freins pour le fonctionnement du système concurrentiel* (…) *et nuisent gravement au mécanisme autorégulateur du marché* » (p. 195). En réalité, si les marchés capitalistes sont « *régulateurs* », il convient toutefois de préciser cette *« autorégulation »* se fait au prix « *d'une hécatombe de vies humaines »*[14] lors des grandes crises. Ce fait rend hors de propos toute considération sur la « *rationalité* » d'un tel système économique.[15] C'est ainsi que, nécessairement, des déterminations sociales contraignent de façon croissante les flux marchands, : ceci culmine dans les années 1930 par la Grande Transformation, sortie de la « société de marché » dont les diverses modalités allèrent du *New Deal* au Nazisme. La Grande Guerre ne fait ainsi qu'ajourner de graves difficultés suscitées par la dynamique capitaliste à la fin du XIX^{ème} siècle.

Les déterminations culturelles sont importantes à qui veut comprendre la nature du capitalisme qui naît vraiment au XIX^{eme} siècle : dès lors, s'est construite une cohérence systémique qui fait que la « subsistance même de l'homme » dépend de façon déterminante du fonctionnement des marchés. C'est un trait décisif de l'Occident libéral que d'organiser l'exposition même des besoins les plus primaires de la population aux aléas du marché. Pour réaliser ce projet, l'Occident a pratiqué une *politique*. C'est sans doute l'Empire britannique qui a assuré pleinement cette « mission sacrée de la civilisation », selon le sous-titre d'un bel ouvrage d'Henry Laurens, fondant un réseau de routes marchandes passant par la Palestine allant jusqu'à l'Inde. Que l'expansion de l'Occident impliquât déjà le sacrifice de peuples entiers, comme Polanyi le notait à propos du démantèlement de l'Empire Ottoman, ne posait pas un problème à la conscience d'alors. L'Empire britannique œuvrait ainsi à la création d'un espace qui se voulait celui du progrès contre l'arriération. Il n'est pas inutile de rappeler que cette lutte contre les peuples du monde avaient commencé en Angleterre même où, du XV^{eme} au XVIII^{eme} siècle, une guerre sociale était menée pour assurer une privatisation des terres qui n'était rien d'autre qu'une expropriation (Dockès & Rosier, 1983).

L'Empire Britannique a ainsi porté la première grande vague de création de l'espace d'un capitalisme libéral, entre 1815 et 1914, intégrant des flux financiers, des marchandises et des services, grâce au système de l'Etalon-Or, qui en fait était un Etalon-Sterling. Pour ce qui est des hommes, comme le note A. Laurens (1999, p. 143), le monde entre 1880 et 1914, celui de l'ère des impérialismes, connut une liberté des mouvements migratoires jamais égalée jusqu'alors et, sans doute depuis, jamais dépassée. Mais, derrière l'apparence d'un capitalisme cosmopolite, qui faisait dire au très libéral Mises que la « *souveraineté était une illusion ridicule* »[16] se profilait la réalité hautement politique du processus : sans la politique britannique, rien n'eût été possible dans la création de ce monde nouveau pour les contemporains de la fin du XIX^{eme} siècle. L'anglophilie répandue parmi les classes dominantes témoigne encore de ce sentiment. Constatons à cet égard que les jugements à l'emporte-pièce sur la souveraineté, émanant souvent de libéraux, sont une nouvelle fois de mise au moment où l'hégémonie américaine, relais de l'ancienne hégémonie britannique, semble connaître son acmé.

[14] Comme l'écrivait Polanyi (1934-1946).
[15] Sauf à affirmer que l'esclavage est « rationnel » en quelque façon que ce soit, en adoptant ainsi la « raison » des Maîtres !
[16] Cité par Polanyi (1944).

La Guerre de 1914-1918, puis la Grande Dépression des années 1930 ont brisé ce capitalisme libéral. Dans le cadre de celui-ci, les firmes n'étaient pas les vecteurs du mouvement d'ouverture des économies nationales. En suivant Michalet (2002, pp. 26-27), nous pouvons caractériser cette époque comme relevant d'une « *configuration internationale* » : les investissements à l'étranger étaient subordonnés au développement des échanges extérieurs et non à la délocalisation systématique de la production organisée selon une logique globale. Le mode de division internationale du travail reposait sur les « *différences de productivités sectorielles existant entre les territoire nationaux* ». Même s'il est exact que la finance connaissait des aspects internationaux bien avant 1914, la logique de structuration des systèmes productifs était encore loin de ce mouvement ultérieur qui nous est familier. Par une dynamique des investissements directs à l'étranger mettant à mal la cohérence des systèmes productifs nationaux, c'est surtout à partir des années 1960 que les grandes firmes se sont substituées massivement au marché dans le cadre des échanges internationaux. Nous évoquons ici la part du « commerce captif », ensemble des flux internationaux qui sont gérés dans le cadre d'une même firme, qui participe de la déstructuration de l'organisation *internationale* des échanges. La période qui commence avec *La Grande Transformation* des années 1930 fut celle où justement se construisit cette cohérence d'un système qui ne fut mis en défaut qu'un demi-siècle plus tard.

B - L'ère des capitalismes nationaux

Rétrospectivement, la période qui va de 1930 à 1980 peut apparaître, du point de vue néolibéral, comme une parenthèse de l'essor du *capitalisme libéral* qui, débordant de la logique internationale, aurait pu déboucher sur un devenir transnational. En effet, la division du travail aurait pu approfondir sa première base, internationale, pour aller jusqu'à se structurer de façon réellement transnationale. Toutefois, les années 1930, ont reterritorialisé sur un fondement national la dynamique économique et ont bridé pour longtemps la sphère financière. Or, une économie capitaliste transnationale se nourrit de ces flux monétaires et financiers qui échappent aux contrôles des Etats. Mais, cette période de « capitalisme organisé » qui dure de 1930 à 1980 ne constitue pas un moment étatiste artificiel, lequel serait le fruit de la mauvaise volonté des gouvernants, des peuples et de la malignité des populismes de tous ordres. Au contraire, cette période sanctionne une *Grande Transformation*[17], c'est-à-dire une sanction politique et sociale de l'impossibilité pour le Marché de régler l'économie et la société. Cette transformation majeure découle des conséquences ajournées des violences imposées aux tissus sociaux jusqu'en 1914 et des contradictions de l'organisation même des sociétés de l'époque. Pour être plus complet, il convient de mettre en avant comme facteurs explicatifs, le Marché, l'industrialisation et l'aspiration de l'Allemagne à une « souveraineté universelle »[18] à travers deux guerres qui ont ruiné l'Europe.

Ce ne sont pas les Etats-Nations, en tant que tels, qui ont été la cause de ces déchirements. Non, ce ne sont pas les Etats-Nations qui menèrent à Auschwitz, comme l'affirme avec une rapidité déconcertante T. Negri (2001) mais une configuration historique où *une* certaine conception de la nation a joué un rôle

[17] C'est le sens précis que Polanyi donne à cette expression.
[18] Au sens de L. Dumont (1991, p. 38) qui reprend Maine.

létal.[19] Il est en effet absurde de prétendre que la conception d'une « *souveraineté territoriale* »[20], développée par les monarchies anglaise et française, est équivalente à celle de la « *souveraineté universelle* »[21]. L'idée que le « Saint-Empire Romain de la Nation allemande » fit des émules à cette époque est parfois difficilement compréhensible pour nous aujourd'hui : mais des intellectuels allemands crurent jusqu'en 1918 que l'Allemagne était destinée à dominer les autres peuples[22], par la violence si nécessaire. En ce début de XXI^{eme} siècle, au moment même où l'Allemagne a acquis une lucidité politique qui manque à nombre de nations, c'est paradoxalement le modèle régressif du Saint-Empire qui fascine nombre d'intellectuels européens, prônant l'Europe fédérale.

Le capitalisme des années 1930 fut bien moins libéral que le précédent. Les diverses « transformations corporatives »[23], qu'elles fussent ou non démocratiques, sont apparues comme des nécessités aux gouvernements de l'heure. Finalement, opposants ou défenseurs du capitalisme partagaient la conception de Hitler, exprimée dans son célèbre discours de Düsseldorf en 1934, c'est-à-dire que la démocratie n'était pas compatible avec la propriété privée[24]. Cette même conviction animait les juges de la Cour Suprême américaine lorsqu'ils tentèrent de s'opposer au *New Deal* désiré par la nation américaine dans ces années 1930. Toute ingérence dans le système de la libre entreprise était, pour ces juges tellement, insupportable qu'ils voulurent surmonter ainsi la volonté politique exprimée par la nation américaine dans son soutien à Roosevelt.

Après la victoire contre le nazisme et le militarisme japonais, l'hégémonie américaine aurait pu assurer l'héritage britannique et approfondir un capitalisme prétendant à l'universel, comme si la Grande Transformation n'avait pas eu lieu. À cette époque, Polanyi remarquait l'échec du *New Deal* et affirmait que la grande période de l'idéologie libérale du XIX^{eme} siècle avait tant façonné la mentalité américaine que les interventions, durant la Grande Dépression des années 1930, avaient « *aussi peu affecté la position du capitalisme libéral que l'avaient fait en Europe, avant 1914, semblables évolutions vers l'interventionnisme et le socialisme* » (Polanyi (1945, p. 87)). Si on le juge à la démocratie sociale dont il était porteur[25], le New Deal fut un échec. Mais, comme nous allons le montrer, cet échec

---

[19] Nous reprenons à notre compte la distinction opérée par Dumont (1983) entre les idéologies nationales française et allemande.

[20] « *Le roi se proclame ici* "empereur en son royaume"*. Jamais rien de semblable n'est arrivé en terre allemande* » (Dumont 1991, p. 38).

[21] Il est assez édifiant à cet égard de relire l'analyse que L. Dumont fait des écrits de T. Mann autour de 1914. L'Etat démocratique ne convient pas à l'Allemagne soutient alors Mann (Dumont, 1991, p. 82). Il ajoute (cité par Dumont, pp. 83-84) : « *Le peuple mondial de l'esprit* (…) *aspirait à devenir un peuple mondial* (…), *le peuple mondial de la réalité, et s'il le fallait* (…) *au moyen d'un percée violente* ». Il est donc évident que les discours sur l'essence du fait national devraient tenir compte de certaines spécificités nationales.

[22] Cf. Dumont (1991, pp. 38-39).

[23] Pour reprendre une expression de Polanyi.

[24] Polanyi (1935) écrit à ce sujet : « *Dans son discours de Düsseldorf, que nous avons déjà mentionné, Hitler déclare que la cause principale de la crise actuelle est l'incompatibilité totale du principe d'égalité démocratique en politique et du principe de propriété privée des moyens de production en matière de vie économique ; en effet,* (selon Hitler (NDT)) "la démocratie en politique et le communisme en économie sont fondés sur des principes analogues" ». Ce texte important de Polanyi sera publié avec d'autres dans Polanyi (2006).

[25] Comme en témoigne de facto l'ouvrage bien connu de R. Reich (1991, p. 34 sq.).

ne s'accompagna pas de l'établissement d'un « capitalisme universel ». Des raisons politiques et économiques empêchèrent ce plein retour à un capitalisme libéral qui aurait simplement changé de « main visible », passant de l'hégémonie britannique à une hégémonie américaine.

En effet, la fragilité des économies européennes n'aurait pas été compatible avec le choc d'une libéralisation rapide des flux internationaux et l'ampleur de la menace soviétique n'était pas sans effet quant à la position du travail dans le rapport de force existant avec le capital. À cet égard, l'affermissement des droits sociaux et la croissance continue du salaire ont été des moyens cruciaux de lutte contre l'influence soviétique, ce que permettait le fordisme. Celui-ci se caractérisait par l'aspect relativement autocentré de la croissance, qui permit l'émergence d'un contrôle étatique sur des capitalismes nationaux. Dans certaines parties du Tiers-Monde, l'Amérique favorisa un endettement faramineux de quelques alliés et accepta des interventions gouvernementales marquées, comme diverses politiques de promotion et de protection des capitalismes nationaux, de façon à faire éclore la prospérité là où elle était stratégiquement utile. Mais l'effacement de l'Empire soviétique annonce une rupture par rapport aux années 1945-1980. Comme le soulignait l'homme fort de la Malaisie à la fin des années 1990 : « *Pour nous anticommunistes, la fin du communisme a été une mauvaise chose* ».

C - Le néocapitalisme

Le contenu politique et culturel du capitalisme qui s'est élaboré depuis un quart de siècle ne doit pas être occulté. La compréhension de la dynamique économique actuelle en dépend. La crise de l'ordre social capitaliste, dans ses dimensions économique et culturelle, visible à la fin des années 1960, a légitimé aux yeux des possédants inquiets la montée en puissance d'une pensée dite « néolibérale », héritière des travaux de Friedman et d'Hayek, qui fournit un ensemble de justifications permettant de durcir les rapports sociaux[26]. Dans les années 1980, la mise en place politique d'un chômage de masse, permit un retour en grâce de la domination du Capital. Voici une quinzaine d'années, l'effondrement de l'économie planifiée centralement qui s'était constituée à l'Est entre 1917 et 1950, redonne un espace pour le Capital dont il ne rêvait même plus depuis 1914. L'« utopie réactionnaire de Wall-Street », dénoncée par Polanyi en 1945, est devenue dominante aujourd'hui. Les Etats-Unis sont donc le nouveau vecteur de la mondialisation libérale, donnant l'illusion que les années 1930-1980 ont un caractère exceptionnel.

Un autre capitalisme, transnational, s'est ainsi constitué depuis vingt-cinq ans[27]. Du point de vue de son économie, le néocapitalisme est un capitalisme animé par des entités dominantes qui traversent (trans) et déstructurent nombre de nations, les firmes transnationales, comme le soulignait P. Dockès dès 1975. Qualifier ce capitalisme de *transnational*, et non de *mondial* permet d'éviter certaines ambiguités[28]. En particulier, la *transnationalisation* a un contenu politique, l'hégémonie américaine que Gowan (2000, p. 75) souligne fortement : « *Depuis les années 1970, Wall Street s'est constamment acharné à réduire les obstacles à sa*

[26] Cf. Mulot (2002).
[27] Pour des développements, cf. Hoang-Ngoc et Tinel [2005].
[28] Le « capitalisme mondial », décrit par C. A. Michalet (1976), suppose un cosmopolitisme qui en réalité n'existe pas dans le Capital.

pénétration dans les marchés nationaux ». Plus généralement, Peter Gowan dénonce les « œillères académiques » qui font de la « *globalisation une force purement technico-économique, non seulement séparée des contrôles politico-étatiques mais placée dans une position antagonique avec eux* » (*ibid.*, p. 79)[29].

À l'inverse des thèses qui mettent en avant la dimension politique du néocapitalisme, d'autres théories soutiennent que les « savoirs » ou les « réseaux » seraient le trait déterminant de ce capitalisme. Ce type d'analyse peut parfois même nous faire basculer, à nouveau, dans cette vieille vision du monde selon laquelle les difficultés actuelles sont dues à l'inadéquation entre, d'un côté, la dynamique technique et organisationnelle et, d'un autre côté, les institutions sociales. La figure de l'individu mobile[30] ne serait pas mise en valeur, contrariée qu'elle est par des conceptions qui font la part trop belle à la nation et aux protections sociales traditionnelles : telle serait la cause des difficultés de notre temps. On en vient à prôner le fédéralisme comme modèle politique de sortie à notre stagnation socioéconomique et à soutenir des formes « réticulaires » d'organisation de la production qui annonceraient la sortie même du salariat. Des auteurs très différents, comme Y. Moulier-Boutang (2002) en économie ou L. Boltanski[31] en sociologie, inspire les lignes de ces discours qui posent un problème méthodologique : est-on dans un registre positif ? voire normatif ? ou bien encore prescriptif ? Ainsi, les valeurs fondatrices de la « *nouvelle Grande Transformation* » seraient de l'ordre de la passion et de la liberté, opposée à la quête de l'argent et la glorification du travail selon Moulier-Boutang (2002, p. 135). Ceci n'a rien d'évident car il y a toujours danger à prendre les rationalisations des acteurs au pied de la lettre. Les discours de ceux-ci sur leurs propres pratiques ne font que participer de leur vie sociale, celle-ci la dépasse infiniment. De plus, les mondes de la microinformatique, spécialement celui des nouveaux maîtres du « libre », ne représentent qu'une fraction si faible de l'humanité, qu'on ne peut sans danger faire des extrapolations osées. Le néocapitalisme n'est pas l'instrument de libération qu'on nous suggère. Plutôt que de suivre les valeurs culturelles « progressistes » que ces capitalismes promeuvent, l'émancipation vient plus souvent des contraintes politiques et sociales qui seront opposées à toutes les formes de capitalisme.

Le capitalisme transnational n'œuvre pas de façon évidente à la création d'un monde commun de signification pour les hommes, c'est-à-dire d'un monde vrai parce que pluriel[32]. En aucune façon, la transnationalisation des économies ne débouche sur les fondements d'une politique du monde. Le capitalisme n'est pas cosmopolite, ce n'est pas là son affaire. S'il est donc difficile, *primo facie*, d'affirmer que la dite mondialisation désigne de manière appropriée le processus relatif à la structuration du capitalisme contemporain, il est vrai que la configuration actuelle n'est pas celle que connaissait l'économie internationale du monde sous hégémonie britannique ni celles des économies nationales au temps du fordisme.

Le succès même de celui-ci permit un fort rythme de croissance du commerce mondial, lequel était supérieur à celui des richesses nationales. Dans un premier

---

[29] P. Dockès (2002, p. 15) s'oppose de même à la « "vulgate" shumpeterienne », forme de « technocentrisme » selon lequel la « *révolution technologique est* (…) *le principe* essentiel*, seul déterminant ».*

[30] Ces Turbo-Bécassine et Cyber-Gédéon qui peuplent le monde, à peine satyrique, dépeint voilà quelques années par G. Châtelet (1998).

[31] Une critique stimulante des travaux récents de L. Boltanski est faite par C. Gautier (2001).

[32] Sur ce point précis uniquement, nous rejoignons Latouche (2002).

temps, en effet, l'ouverture croissante des économies nationales ne produisit pas de problèmes délicats de régulation macroéconomique. L'efficacité de la régulation fordienne était encore intacte. L'exploitation des gains de l'échange et des richesses d'autrui, sur des échelles toujours plus vastes, pouvait encore se faire sans endommager cette capacité régulatrice ; bien au contraire, elle en était un moteur. Mais, au milieu des années 1970, suite à l'explosion du système de Bretton Woods, ce que l'on désigne aujourd'hui par les termes de "globalisation financière" accélère ce mouvement. La finance mondiale est alors transformée par les chocs pétroliers, la montée de la dette du Sud et l'explosion des déficits publics, notamment américains.[33] La mondialisation comme transnationalisation n'est donc pas aussi récente que certains le prétendent. Elle débute bien avant les années 1990. Il est toutefois vrai que des éléments importants accélèrent la dynamique du néocapitalisme : l'effondrement du Mur et la marche vers le capitalisme des pays de l'Europe orientale, l'arrivée à maturité de certaines « nouvelles technologies de l'information et de la communication », le démantèlement des protections qui avaient rendu possible l'émergence de capitalismes dynamiques au Sud, la volonté d'appropriation du vivant. Mais l'important demeure que les prétentions du keynésianisme classique et du fordisme devenaient problématiques avant ces moments qui marquent une dilatation manifeste de l'espace du Capital.

La transnationalisation des marchés des biens et la mobilisation d'un salariat déqualifié au niveau mondial était un processus déjà fortement amorcé dans les années 1960, ce qui faisait dire, à G. Destanne de Bernis au début des années 1980, que l'Europe ne constituait pas une sphère cohérente pour l'accumulation du capital. Le processus de transnationalisation s'accomplit par la construction d'une cohérence systémique où les biens, les marchandises et les techniques sont rendues mobiles comme jamais par des processus de marché ou par de grandes firmes. En régime transnational, l'accès aux débouchés mondiaux repose alors sur une mobilisation tous azimuts des ressources monétaires financière, techniques et de force de travail. Or, la mobilité du capital, si cruciale pour ce système transnational, s'effectue sous forme d'investissements directs à l'étranger, de participations à la croissance de la dette privée ou publique, qui à terme opèrent une rupture du système national d'accumulation.

Mais, la reconnaissance de la transnationalisation ne signifie pas que les gouvernements nationaux ou les zones régionales n'ont pas de responsabilité dans ce processus politiquement aliénant qui n'a rien d'irréversible ou de naturel. Ainsi, les gouvernements européens, au lieu de jouer le jeu d'une internationalisation profitable aux peuples d'Europe, organisent la transnationalisation des économies européennes par un soutien sans faille aux champions nationaux qui sont le vecteur de ce processus : c'est le discours de la «contrainte extérieure ». On procède à un infléchissement très net des lois bancaires et financières vers les exigences néolibérales ; les formes atypiques d'emploi deviennent normales et la fabrication de la loi procède de plus en plus d'instances de délégation tellement éloignées qui n'ont qu'un objet : produire le désinvestissement vis-à-vis de la chose publique pour promouvoir le règne d'une technobureaucratie qui affirme sa neutralité. Au total, on naturalise le marché européen et le marché mondial.

Les mutations du capitalisme, ont un caractère culturel et politique aussi déterminant que les déterminismes économiques. L'histoire nous rend ici conscients

[33] cf. Aglietta *et alii*. (1991).

de nos propres déterminations : c'est ainsi par cela que nous pouvons trouver les moyens de notre propre liberté face aux déferlements capitalistes qui menacent la dignité même de l'acte politique.

II - Etats et Nations dans le capitalisme contemporain

Pour certains auteurs, la période contemporaine serait marquée par l'effacement de l'Etat-Nation dans la figure de « l'Empire ». Toutefois, la question de fond porte sur le contrôle des régulations publiques : face au Capital les peuples perdent-ils désormais toute souveraineté ? en réalité, l'organisation politique qu'est la nation ne semble pas dépassée et les Etats ne pourront parer collectivement à la force du Capital qu'en s'appuyant sur les peuples, c'est pourquoi l'Internationalisme suppose les nations.

A - Etats-Unis, Capital transnational et nations

Le premier *modus operandi* du dernier âge du capitalisme n'est pas forcément l'avènement d'une économie fondée sur les savoirs, ce qui est une thèse répandue aujourd'hui, mais l'exploitation par le Capital des différences de territoire sous un même espace politique, certes fragmenté, mais s'inscrivant dans le *dominium* américain. L'un des vecteurs du néocapitalisme est constitué par les firmes transnationales, dont il conviendrait d'avoir la prudence de ne pas gommer les identités nationales. Evidemment, certaines formulations hâtives que l'on doit notamment à T. Negri (2002a, p. 18) ne nous aident pas à penser le rôle des nations dans le processus actuel. Après avoir établi un lien mécanique entre les Etats-Nations et les chambres à gaz (!), il nous explique que ceux-là n'existent plus et que « l'Empire » serait l'entité politique de notre temps.[34] L'opposition à l'impérialisme américain relèverait dès lors de nostalgies « souverainistes » réactives, affirme T. Negri.

Plus généralement, *tout le problème est que T. Negri prend ce qu'il souhaite pour ce qui est*. On peut comprendre qu'il souhaite la mort de l'Etat comme signature d'un nouveau communisme. Mais, il est tout simplement faux d'affirmer la *mort* des régulations publiques : la nouveauté ne réside non pas tant dans leur disparition mais dans une tendance à les soustraire de tout contrôle exercé par le peuple. Le néolibéralisme veut ainsi instrumentaliser les régulations publiques et sociales au seul profit du capital. Ainsi, l'ampleur de la redistribution est encore manifeste en Europe, il en va de même de toutes ces réglementations qui échappent au grand souffle « européen ». Les multiples récriminations des modernisateurs en tout genre est un signe de l'inertie de certains phénomènes sociaux et économiques qu'on ne

[34] Le concept d'impérialisme serait, comme le soutiennent M. Hardt et T. Negri [2000, p. 15], à rejeter au profit de celui d' « l'Empire » qui ne désignerait pas un Etat en particulier mais « *le pouvoir souverain qui gouverne le monde »,* la forme juridique de celui-ci étant donnée par la constitution américaine [p. 319]. Par rapport à l'histoire et à l'idéologie européenne, l'avènement de l'Empire serait une rupture nul *lieu* ne définit l'Empire. C'est de cette façon postmoderne que les auteurs font l'hypothèse de la fin de l'opposition entre centre et périphérie. L'émergence d'une souveraineté « *déterritorialisée* », que le modèle fédéral à américaine permettrait enfin, annoncerait la mort de l'Etat-Nation territorial et omnipotent.

peut encore congédier à ce jour. La problématique n'est pas celle d'un supposé effacement, souhaité ou non, de l'Etat. Plus fondamentalement, ce qui est en cause concerne le contenu sur lequel doit porter la démocratie.

Quel statut donner à cette autre idée de T. Negri selon laquelle les « *capitaux saoudiens* » sont tellement intégrés « *à la direction des affaires américaines* » qu'il ne serait pas possible de dire que l'Etat-Nation fonctionne encore ? Cette question est importante car c'est par de tels arguments que T. Negri, et bien d'autres, nous explique que la nation américaine se dissoudrait dans l'Empire et qu'il faut en finir avec le concept d'impérialisme au sens traditionnel. Mais de quel « Etat-Nation » est-il question ? Il nous semble impossible de dire à cet égard que l'Arabie Séoudite soit un Etat-Nation : il est en effet difficile de penser que l'Etat séoudien soit un « Etat-Nation » au sens où cette notion regroupe l'expérience politique occidentale, notamment dans sa version anglaise et française. Même un auteur comme G. Corm (2002), qui critique avec raison « *la fracture imaginaire »* entre l'Europe et l'Orient, développe sur la nature des pouvoirs séoudiens des considérations qui interdisent de l'assimiler à un quelconque Etat-Nation : ce royaume d'Islam réinventé, « *fermé à la modernité »*, est en fait l'instrument d'une lutte contre les régimes arabes qui se sont faits en terre d'Orient les hérauts de la modernisation : « *ce nationalisme moderne, l'Europe coloniale n'en veut pas. Il ressemble trop à celui des puissances européennes et utilise les mêmes arguties juridiques, sa même théologie nationale et révolutionnaire »* (Corm, 1989, p. 190)[35].

En fait, il ne nous semble pas acquis, sauf à sauter par-dessus le réel, que l'Etat et la nation américaine se soient dissous dans une forme de gouvernement impérial à l'échelle du monde. D'ailleurs, il est curieux de voir que T. Negri, pour les besoins de l'argumentation, n'hésite pas à faire référence au « *peuple corse* », comme si le concept de peuple avait une réelle heuristique. Or, la nation n'est jamais que « *l'organisation politique du peuple* », selon le mot d'A. Guéry. Mystère des mondialistes anti-internationalistes qui chérissent les peuples mais pas les nations…[36] Il est pourtant possible de présenter les choses clairement. Comme le rappelle J. Sapir (2002, pp. 188-189) : « *La souveraineté signifie pour une communauté donnée quelle est l'idée de droit valable en son sein* (…). *L'Etat-nation offre une solution neutre car reposant sur une simple base territoriale. C'est la seule qui soit compatible avec les diversités, religieuses, ethniques ou autre* ».

[35] Le parallèle que dresse par ailleurs G. Corm (1989, p. 152 et p. 157) entre le sionisme et le wahhabisme, qui est une façon de « nationalisme musulman » à la saoudienne, est très suggestif. Nul hasard à ce que ces deux forces politiques aient été utilisées par l'Occident comme moyen de ses desseins. La politique traditionnelle de l'Europe a été prolongée par les Etats-Unis jusqu'à ce jour. On peut même dire que la politique américaine au Moyen-Orient est le vecteur politique de l'actuelle mondialisation qui allie toutes les formes de dominations imaginables, comme en témoigne, jusqu'à la caricature, le cas irakien. La conséquence du « Grand Jeu » occidental au Moyen-Orient a été de contribuer gravement à bloquer les évolutions bien réelles qui menaient à la modernité. Le cas du Liban actuel est exemplaire de ce fait : les structures de son Etat actuel, si différentes de ce qui s'esquissait dans les années 1960 (voir A. Dagher (2002)), montrent le caractère dramatique des conséquences d'une guerre dite « civile » dont la réalité est profondément *géopolitique* ; la confessionalisation de l'Etat irakien réalisé sous la houlette américaine risque de produire les mêmes effets. Le lien entre la mondialisation et la politique américaine pour le Proche-Orient a été rappelé avec force par G. Bois (2003), ce qui explique sans doute le peu de cas qu'on fit de ce livre dérangeant.

[36] C'est d'ailleurs en raison de la trop grande proximité entre les notions de peuple et de nation que cet auteur préfère recourir au terme de *multitude*, cf. Ramaux (2003).

B - Ce qui peut et doit rester des nations

Pour ne pas tomber dans l'impuissance parfois à la mode dans une certaine gauche, pour qui le mouvement est tout et le but n'est rien, il faut considérer qu'un certain nombre de legs de l'histoire ne sont pas à rejeter. Les nations, comme formes d'organisation politique des peuples de notre monde, sont des noyaux qu'il conviendrait de ne pas mépriser au non d'un universalisme mal compris qui fait l'impasse sur la richesse de nos mondes[37]. Le monde commun de significations ne peut se construire sur la négation de toute forme d'identité individuelle ou collective ! Certes, les identités ne se valent pas toutes. On pourra préférer la laïcité à la tolérance par exemple.[38] Et d'ailleurs, pourquoi créer une République européenne fondée sur la tolérance et non sur la laïcité ? Comme s'il fallait des dénominateurs communs toujours plus petits pour faire de la politique…

Le droit des Etats du Sud à se servir de leurs Etats pour accomplir des finalités sociales est souvent évoqué. M. Husson défend cette position très juste. Mais, cette réflexion stimulante devrait être complétée par le fait de savoir s'il n'y a pas de légitimité, pour certains Etats du Nord, à défendre certains types de relations sociales fondées sur la protection inconditionnelle des gens ou la laïcité etc., ce dont se moque assez le « cosmopolitisme » du Capital comme le nomme Husson (2002). Peut-on d'ailleurs penser *un internationalisme sans les nations* ? Assurément non ! D. Plihon (2002, p.109) n'a à cet égard aucun complexe à écrire, soulevant ainsi la question des interdépendances très difficiles à contrôler : « *Pour retrouver des marges de manœuvres, les pays doivent être en mesure de se protéger* ». La nation comme immunité progressiste face au marché mondial n'est pas une idée dépassée.

C - Retrouver un rôle pour les Etats

[37] Pour un point de vue analogue appliqué au défunt « traité constitutionnel » européen, cf. Delaunay [2005].

[38] Le projet d'une « *République européenne* » selon A. Caillé et A. Insel (2002, p. 152) est assez silencieux sur cette question. C'est en soulignant une proximité supposée, fort générale, entre les Etats-Unis et les Etats européens que l'on comprend mieux l'oubli de cette question de la laïcité. Plus : les auteurs parlent de l'emprise sur les « *représentations sociales* » du « *nationalisme* » (p. 169-170), qu'on suppose être une quelconque forme d'attachement au fait national dont la caractéristique serait d'empêcher un vouloir vivre ensemble « *supranational* » : mais quelle conception de la nation a décidé cela ? Pourquoi ces auteurs stigmatisent-ils l'idée de nation, ou ne la pensent tout simplement pas, tout en affirmant que « *les effets de l'internationalisation sont globalement positifs, ceux de la mondialisation globalement négatifs ? »* (p. 150) *Veulent-ils un internationalisme sans les nations ?* Enfin, dans une formule ambiguë, qui étonnera tant de gens parmi les peuples du monde, de Cuba à l'Irak en passant par le Liban, les auteurs soutiennent que les Etats-Unis « *ont conquis des titres imprescriptibles à la reconnaissance de tous les peuples du monde* » et que leur culture est fondée sur un idéal « *démocratique, humaniste et pluraliste* » si proche des peuples européens. Soit. Mais cet idéal démocratique des Américains n'a de sens que *dans* leur Etat et n'a pas de rapport avec une certaine vision du continent européen qui a dépassé souvent la référence à la tolérance pour en venir à la laïcité. Il est vrai que celle-ci est menacée à l'heure qu'il est par des formes de relativisme très adaptées aux pulsions du marché transnational. Il faut noter, toutefois, le jugement courageux et sévère qu'A. Caillé et A. Insel portent sur le « *droit-de-l'hommisme* » incantatoire comme paravent du projet d'un marché transnational, leur refus de l'insupportable *double standard policy* défendue par les « américanophiles » néolibéraux et leur critique du discours curieux selon lequel « *la seule nation ayant titre à exister en tant que telle* (…) *la seule politique possible* (…) *ce sont la nation, la culture et la politique américaines* » (p. 153). Mais alors il faut être conséquent et accepter l'idée que l'idéologie de l'élite américaine va au-delà d'une défense, bien circonscrite, de la démocratie et que le gouvernement américain est un vecteur d'un projet fort éloigné des souhaits de nombre de peuples.

Les considérations relatives aux nations doivent avoir une conséquence sur la façon d'envisager les Etats dans une entreprise progressiste de transformation des rapports sociaux. Pourquoi, comme le souhaitent certains opposants à la « mondialisation libérale », vouloir liquider les Etats ou tenter de rendre impuissantes, par divers procédés, les régulations publiques ? Veux-t-on supprimer toute forme de coordination consciente ? À ces questions, M. Husson donne une réponse qui mérite d'être lue (2002) : « *dans les pays du sud, il n'y a pas de projet national de développement cohérent qui ne passe pas par l'établissement d'un contrôle sur les mouvements de capitaux* (…). *L'Etat doit être défendu, non pas en tant qu'incarnation de la nation contre le cosmopolitisme du capital, mais comme le seul instrument permettant un quelconque contrôle du capital* ».

Ce que la volonté libérale a fait, une volonté démocratique peut le défaire pour faire autrement. En termes de fiscalité et de régulation financière, il est possible de redonner à l'Etat des moyens qu'il a abandonnés. Il est possible de rendre la Banque Centrale européenne enfin démocratique. Les politiques fiscales et budgétaires peuvent retrouver des espaces efficaces qui supposent, mais pas toujours, des coopérations internationales.

D – Promouvoir le « commun » contre le Capital ?

Il ne s'agit pas de rêver l'efficacité d'une régulation fordiste disparue. Le système fordien fut, et est encore, précisément un repoussoir à qui souhaite une constitution démocratique du fait économique. Mais on peut toutefois s'interroger sur l'ivresse de ceux qui célèbrent la mondialisation, la fin du fordisme et la fin de l'efficacité des régulations publiques. En effet, le marché transnational, selon certains évangélistes opposés à la « mondialisation libérale », précipiterait l'émergence de l'ère du *commun*, liquidant la notion d'*intérêt public* qui serait trop entachée de références repoussantes aux formes d'intervention de l'Etat. T. Negri (2002b, p. 103) fait ainsi cette apologie du *commun*, dans une perspective qui peut d'ailleurs effrayer, car ce dont il se fait l'apôtre, est « *l'ontologie de la production et de la reproduction de la vie* ». C'est d'ailleurs cette dimension du commun que le « capitalisme cognitif » serait incapable de prendre en compte, d'où la crise de la Netéconomie. Cette explosion du *commun* qui pulvériserait la vieille opposition privé/public aurait une origine économique. Selon T. Negri, inspiré ici par la thèse marxienne du *general intellect* : « *le capital serait dans le cerveau des gens* ». Cette formulation, pour le moins obscure, signifierait donc la *fin du capital comme rapport social* ; l'effet contemporain du *general intellect* aurait donc des conséquences inédites quant aux conditions générales de la production. Dans le meilleur des cas, cette affirmation est une hypothèse discutable comme le montre Husson [1998] ; dans le pire, on a affaire-là à une prophétie qui vise plus ou moins consciemment à son autoréalisation.

Non, le Capital, comme rapport social, n'est pas mort, même virtuellement. Il n'est pas sûr que le *commun* de T. Negri, qu'A. Caillé (2002, p. 13) interprète comme une forme de l'économie solidaire, soit la seule clef des futurs possibles. Il faut donc se défier de la création d'un *commun* qui se ferait en liquidant le *public*, à un moment d'ailleurs où le privé est tout puissant ! Il n'est pas interdit de réfléchir, avant quelque Grand Soir, à des propositions qui sont toujours des leviers de transformations sociales, dont la radicalité peut être, certes, variable.

Conclusion

Ce néocapitalisme qui se déploie aujourd'hui sous nos yeux ne fait ainsi qu'étendre encore le principe de l'absence de limite qui est le trait même de la « mauvaise chrématistique » déjà dénoncée par Aristote. J.-L. Nancy (2002, p. 46-47), dans une problématique qui articule explicitement Hegel et Heidegger, écrit que le monde se dissipe «*dans le mauvais infini* «. Le monde s'efface : apparaît le Globe. Le Globe est, avec le Capital, prolifération de l'immonde (p. 16). Notre *monde* peut devenir *immonde*. Le monde, pour rester riche de sens, devrait se conjuguer au pluriel : *les mondes dans un monde à inventer.*

Bibliographie

AGLIETTA A., BRENDER A. et COUDERT V. [1991], *Globalisation financière - l'aventure obligée,* préface par M. Albert, Paris, Economica.

BRAUDEL F. [1979], *Civilisation matérielle, économie et capitalisme - les jeux de l'échange,* Paris, Armand Colin.

BOIS G. [2003], *Une nouvelle servitude – essai sur la mondialisation,* Paris, François Xavier de Guibert.

CAILLE A. [1998], « Notes sur la question de l'origine du marché et de ses rapport avec la démocratie », p. 131-146, dans Maucourant J., Tiran A. et J. M. Servet *ed.*, (1998) ;

CAILLE A. [2002], «Présentation », *La Revue du Mauss* (20), 2, p. 5-21.

CAILLE A., INSEL A. [2002], «Quelle autre mondialisation ? « *La Revue du Mauss* (20), 2, p. 148-170.

CHATELET G. [1998], *Vivre et penser comme des porcs*, Exils.

CORM G. [1989], *L'Europe et l'Orient – de la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*, Paris, La découverte.

CORM G. [2002], Orient-Occident – La fracture imaginaire, Paris, La découverte.

DAGHER A. [2002], « L'Administration Libanaise après 1990 », Contribution au colloque sur : « Le Modèle de l'Etat développemental et les défis pour le Liban », Beyrouth, 15 et 16 février, 2002.

DELAUNAY, J-C. [2005] « Constitution européenne et nations dans le capitalisme contemporain », *La Pensée*, janvier-mars, n° 341.

DOCKES P. [1998], « La nouvelle économie institutionnelle, l'évolutionnisme et l'histoire », *Revue Européenne de sciences sociales*, n° 110, p. 77-96.

DOCKES P [1975], *L'Internationale du Capital*, Paris, PUF.
dès l'aube de la grande histoire

DOCKES P [2002], «L'Etat et les transformations du capitalisme », Séminaire *Hétérodoxies*, Matisse, Novembre, Paris 1.

DOCKES P., ROSIER B. [1983], *Rythmes économiques, crises et changement social : une perspectives historique,* Paris, La Découverte-Maspéro.

DUMONT L. [1983], « Le peuple et la nation cher Herder et Fichte », *Essais sur l'individualisme*, Seuil (Points, 1991), p. 134-151.

DUMONT L [1991], *Homo æqualis II, L'idéologie allemande - France/Allemagne et retour,* Paris, Gallimard.

GAUTIER C. [2001], « La sociologie de l'accord : justification contre déterminisme et domination : à propos du *Nouvel esprit du capitalisme* de Luc Boltanski et Eve Chiapello », *Politix-Revue des sciences sociales du politique,* n° 54/2001, p. 197-220.
GABRIE H., JACQUIER J -L. [1994], *La théorie moderne de l'entreprise – l'approche institutionnelle*, Paris, Economica.
GRANOVETTER M. [1985], « Economic action and social structures: the problem of embeddedness », *American Journal of Sociology* (91), 3.
GOWAN P. [2000], « Le régime dollar-Wall Street d'hégémonie mondial », p. 72-88, *Actuel Marx* (27), 1.
GUERY A. (éd.) [2001] *Lectures de J. R. Commons*, n° spécial des *Cahiers d'économie politique,* n° 40-41.
HARDT M. & NEGRI A. [2000], *Empire,* Paris, Exil (2002).
HAYEK F. [1988], *La présomption fatale – les erreurs du socialisme*, Paris : P. U. F (1993).
HERRERA R. & VERCELLONE C. [2001], «Transformation de la division du Travail et General Intellect - une critique marxiste des théories de la croissance endogène », *Cahiers de la Maison des Sciences Economiques*, Série Rouge.
HOANG-NGOC L. & TINEL B. [2003], « Le culte de la complexité en question ou les limites de la microéconomie du rapport salarial », colloque *Conventions et Institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique*, Grande Arche de la Défense, 11, 12 et 13 décembre 2003.
HOANG-NGOC L. & TINEL B. [2005] « La régulation du « nouveau capitalisme ». Analyses positives et recommandations normatives comparées », *Economie Appliquée*, LVIII, n°1, pp. 33-57.
HUSSON M. [1998], « Communisme et temps libre », *Critique communiste,* 152, Eté.
HUSSON M. [2002], « Le fantasme du marché mondial », *Contretemps*.
LATOUCHE S. [2002], «D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation », *La Revue du Mauss* (20), 2, pp. 77-89.
LAURENS H. [1999] *La question de Palestine - Tome premier (1799-1922) - L'invention de la Terre Sainte,* Paris, Fayard.
MARGLIN S. [1973] « Origines et fonctions de la parcellisation des tâches - A quoi servent les patrons ? », première traduction partielle *in* A. Gorz ed. (1973) *Critique de la division du travail,* Paris, Seuil, 1973, pp. 41-89, nouvelle traduction intégrale dans Tinel [2004].
MAUCOURANT J. [1996], «Une analyse économique de la redistribution est-elle possible - éléments de comparaison entre la "new institutional economics" et l'approche substantive «, *Topoï,* 6, 1996, pp. 131-158.
MAUCOURANT J. [1997], « Le défi de la New Economic History », *La Revue du Mauss*, 2, 1997, p. 65-81.
MAUCOURANT J. [1998], « Institution et monnaie dans l'œuvre de Wesley Clair Mitchell », *Revue d'Economie Politique* (108), 3, Mai-juin 1998, p. 391-418.
MAUCOURANT J. [2001a], « Une lecture de Karl Polanyi », *L'économie politique*, 12, 4eme trimestre, p. 90-105.
MAUCOURANT J. [2001b], « L'institutionnalisme de Commons et la monnaie », p. 353-284, *Cahiers* d'économie *Politique,* numéro spécial dirigé par Alain Guéry, n° 40-41.
MAUCOURANT J., SERVET J -M., Tiran A. (éd.) [1998], *La Modernité de Karl Polanyi,* Paris, L'Harmattan.

MICHALET C. A. [1976], *Le capitalisme mondial,* Paris, PUF
MICHALET C. A. [2002], *Qu'est-ce que la mondialisation ?* Paris, La découverte.
MOULIER-BOUTANG Y. [1998], *De l'esclavage au salariat - économie historique du salariat bridé,* Paris, PUF.
MOULIER-BOUTANG Y. [2002], « Nouvelle frontière de l'économie politique du capitalisme cognitif - La Révolution des NTIC n'est pas une simple mutation instrumentale. Les fondements de la valeur, le paradigme du travail sont profondément bouleversés » - spécial colloque Montréal, *Ecart,* n° 3, p. 122-135.
MULOT E. [2002], « Libéralisme et néolibéralisme : continuité ou rupture ? », *Cahiers de la Maison des Sciences Economiques*, Série Rouge, n° 2002-41.
NANCY J.-L. [2002], *La création du monde ou la mondialisation,* Paris, Galilée.
NEGRI T. [2001], dans « Empire et multitudes dans la guerre », p. 155-160, R. Herrera (ed.), *L'empire en guerre - le monde après le 11 septembre,* Paris, Le temps des cerises.
NEGRI T. [2002a], « Le mouvement ne va pas se limiter à la contestation », Entretien recueilli par S. Mandard, *Le Monde*, 27-28/01/2001, p. 18.
NEGRI T. [2002b], *«* Réponse à *la Revue du Mauss* », *La Revue du Mauss* (20), 2, p. 99-104.
PLIHON D., [2002] « Une autre mondialisation », *La Revue du Mauss,* p. 105-114
POLANYI K. [1934-1946] «Syllabus of a lecture on marxian philosophy «, Box 5. Institut Karl Polanyi d'Economie Politique, Montréal.
POLANYI K. [1935], « The essence of fascism » dans L. Lewis, K. Polanyi and D. D. Kitchin (eds.), *Christianity and social revolution,* New York, Books for Libraries Press [1972], pp. 359-394 ; *document de travail du Centre Walras,* Traduit par L. Collaud, *copyright* Le Seuil 2003.
POLANYI K. [1944], *La Grande Transformation,* Paris, Gallimard, 1983.
POLANYI K. [1945], « Universal capitalism and regional planning » (1945), *The London Quarterly of World Affair* (10), 3.
POLANYI K. [2006], *Essais de Karl Polanyi,* Cangiani & Maucourant *eds*., Paris, Le Seuil.
RAMAUX C. [2003], « Misères de l'altermondialisme ? », miméo.
REICH R. [1991], *L'économie mondialisée,* Paris, Dunod, (1993).
SAPIR J. [2002], *Les économistes contre la démocratie - pouvoir mondialisation et démocratie,* Paris, Albin Michel.
STANFIELD J. [1986], *The economic thought of Karl Polanyi – Lives and livelihood*, Londres MacMillan.
TINEL B. [2002], « Hiérarchie et pouvoir en microéconomie : histoire d'un dialogue houleux », *Economies & Sociétés*, Histoire de la Pensée Economique, PE 32, XXXVI (11-12), p. 1789-1821.
TINEL B. [2004], *« A quoi servent les patrons ? » Marglin et les radicaux américains*, ENS Editions (collection Feuillets).
VIVEL C. [1999], *Le concept d'institution chez Hayek - émergence et évolution de l'ordre libéral,* Mémoire de DEA, Centre Walras.
WEBER, M. [1923] *Histoire Economique*, Gallimard, 1991.
WILLIAMSON O. E. [1985], *Les institutions de l'économie*, Paris, Interédition, 1994.